En ce moment de crise généralisée, la Commission Pastorale de la Terre (CPT) se joint aux institutions et citoyens/citoyennes de bonne volonté pour la défense la démocratie et contre les reculs politiques et sociaux imposés autoritairement au peuple brésilien. Réaffirmant ses valeurs éthiques et pastorales, basées sur l'Evangile, la CPT dénonce le processus en cours qui, au prix de distorsions des dispositions légales, vise à empêcher la présidente Dilma Rousseff de poursuivre son mandat, certes désastreux, mais démocratiquement octroyé par la majorité des électeurs brésiliens en 2014.

Cette situation nous révolte profondément. La CPT est née durant la dictature militaro-civil pour aider la résistance et lutter pour les droits des paysans et paysannes spoliés par l'avancer du capitalisme dans les campagnes, encouragé par le pouvoir dont c'était l'une des principales stratégies. Nous faisons partie de la génération qui a lutté pour que le pays redevienne démocratique et, de ce fait, nous n'admettons pas les régressions institutionnelles. Si le gouvernement de Dilma n'est pas bon, ne tient pas les engagements pris pendant la campagne électorale – ce sur quoi nous sommes parfaitement d'accord-, il doit être destitué par un vote majoritaire, en 2018 !

La crise politique actuelle – surtout basée sur une querelle pour le pouvoir fédéral et d'obscures injonctions économiques, est une véritable régression. La politisation du secteur judiciaire et de la police fédérale – entachant les importantes avancées contre l'impunité – les bassesses au congrès conservateur comme jamais, les hésitations du gouvernement central et les distorsions et spéculations des médias aux mains du monde des affaires, contribuent à une reculade amère et inadmissible.

Favorisés par la conjoncture économique globale, les gouvernements de coalition menés par le PT ont mis en œuvre d'importantes avancées sociales inédites au profit des plus pauvres : ascension sociale, revenu minimum, accès à la consommation, à l'énergie, au logement, à la santé (programme Plus de Médecins), au transport aérien, à l'éducation technique et universitaire, à l'eau dans les zones semi-arides, la reconnaissance ethnique, etc ... En réalité, les avancées n'ont été possibles que parce que les capitalistes étaient aussi gagnants, et plus encore. Mais les gouvernants ne se sont pas attaqués aux causes des inégalités qui sont restées inchangées, voir se sont développées. Il n'y a pas eu d'avancées fiscales, aucune réforme urbaine n'a été menée pour combattre la concentration foncière urbaine et favoriser le partage de l'espace entre les habitants. La réforme agraire a été bloquée laissant des milliers de familles vivre dans des campements plus que précaires. La reconnaissance et régularisation des terres indigènes ainsi que celle des territoires quilombolas[1] ont été freinées. De plus, aucun instrument n'a été mis en place pour casser le monopole des médias aux mains de quelles familles qui déterminent ce que le peuple peut et doit voir et savoir.

La crise actuelle, avec la défection de ceux qui étaient au gouvernement, comme des rats fuyant le navire, doit servir de leçon quant aux alliances faites seulement pour accéder au pouvoir, sans aucun réel engagement vis à vis du peuple et de ses droits. Mais si de telles alliances ne sont plus viables, ce n'est pas un coup d'état civil (comme au Honduras et au Paraguay) qui va apporter la solution.

Ce qui est sous-jacent à cette crise, malgré l'assourdissante omission des tenants des discours hégémoniques, c'est que pour continuer à gagner, le capitalisme veut maintenant changer de gouvernement à tout prix, y compris au prix de la démocratie, méprisée. Comme il n'y arrive pas par les élections, il essaye un "coup d'état blanc"[2].

La CPT, en cohérence avec sa trajectoire démocratique de 40 ans, réaffirme de façon inconditionnelle l'obligation de respecter les règles du jeu démocratique, dans les cabinets et les rues. Par ailleurs, elle exige du gouvernement fédéral la reprise et l'approfondissement des politiques répondant aux droits des plus pauvres des campagnes et des villes, avec en priorité les réformes agraires et urbaines. Inspirés par la parole de Dieu (psaumes 31,5) nous condamnons ceux qui ivres de pouvoir *oublient le bon sens et les lois, et ne sont pas solidaires des droits de faibles et des pauvres.*

Goiânia, 05 avril 2016
Traduction M. Mesquita Castro

[1] descendant d'esclaves africains

[2] coup d'état mené grâce à des moyens partiellement ou totalement légaux